



Séance du : LUNDI 24 SEPTEMBRE 2012 (18 h 30)
En Mairie (Hôtel de Ville - Salle Montgolfier)

Nombre de Membres	: 33
En Exercice	: 33
Présents	: 27
Votants	: 32
Convocation et Affichage du	: 18 septembre 2012
Président de séance	: M. Olivier DUSSOPT
Secrétaire de Séance	: Mme Aïda BOYER

Etaient Présents :

M. Olivier DUSSOPT - M. Jean-Pierre VALETTE - M. Simon PLENET - Mme Eliane COSTE - Mme Aïda BOYER - M. Lylia QUINON - Mme Valérie LEGENDARME - M. François CHAUVIN - M. Christophe FRANÇOIS - M. Denis LACOMBE - Mme Edith MANTELIN - M. Thierry CHAPIGNAC - Mme Muriel BONJOLY - M. Christophe JOURDAIN - Mme Julia FOLTRAN - M. Patrick LARGERON - Mme Francine SIEGEL - M. Jean Claude TOURNAYRE - Mme Marie-Claire MICHEL - M. Michel SEVENIER - Mme Emeline BOURIC - Mme Laetitia GAUBERTIER - M. Frédéric FRAYSSE - M. Daniel MISERY - M. Eric PLAGNAT - Mme Bernadette CHANAL - M. François SIBILLE .

Etaient Absents et Excusés :

Mme Antoinette SCHERER (Pouvoir à M. DUSSOPT) - M. Guy CAVENEGET (Pouvoir à VALETTE) - Mme Danielle MAGAND (Pouvoir à M. MISERY) - M. Patrice FRAPPAT (Pouvoir à Mme GAUBERTIER) - Mme Céline LOUBET (Absente – pas de pouvoir) - Mme Brigitte GONI (Pouvoir à M. SIBILLE).

158. 2012

DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE - MISE A L'ETUDE DU PROJET D'AIRE DE MISE EN VALEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE (AVAP) - DEMANDES DE SUBVENTIONS - CONSTITUTION DE LA COMMISSION LOCALE

Monsieur Jean-Pierre VALETTE, 2^{ème} Adjoint, indique au Conseil Municipal que la question patrimoniale fait partie intégrante de la stratégie de requalification du centre ancien définie lors de l'élaboration du projet urbain puis formalisée dans la convention PNRQAD.

Dans cette stratégie, l'identification et la mise en valeur du patrimoine peuvent être associées à l'un des objectifs majeurs et prioritaires qui ont été déterminés, à savoir changer l'image du centre ville pour renforcer son attractivité.

En effet, ce patrimoine riche et divers présente un indéniable potentiel de par son architecture, sa trame et son paysage urbain.

Bien que le centre ancien d'Annonay soit couvert par deux périmètres de protection de monument historique (Couvent Sainte Marie et Chapelle Sainte Claire), la commune ne possède pas à l'heure actuelle de document spécifique de valorisation et de prescriptions de son patrimoine architectural, ce qui occasionne des difficultés lors de l'instruction des demandes d'autorisation de travaux ou de permis de construire.

La commune souhaite donc engager une étude patrimoniale sur le centre ancien correspondant au périmètre OPAH-RU qui sera suivie par la réalisation d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

L'AVAP, introduite par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement se substitue aux Zones de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP). Elle a pour objectif de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable.

Elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental afin de garantir la qualité des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement des espaces.

L'AVAP a le caractère de servitude d'utilité publique.

Elle se compose d'un diagnostic, d'un rapport de présentation précisant les objectifs de l'aire, d'un règlement comprenant des prescriptions et d'un document graphique faisant apparaître le périmètre de l'aire, la typologie des constructions, les immeubles protégés dont la conservation est imposée et les conditions spéciales relatives à l'implantation, à la morphologie et aux dimensions des constructions.

Dans le cadre de cette procédure, il appartient également au Conseil Municipal de constituer une instance consultative et ce, conformément aux articles L.642-5 et D.642-2 du Code du Patrimoine et dénommée « commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine », qui sera chargée d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'AVAP.

Il est donc proposé que cette commission soit constituée comme suit :

- ⇒ Monsieur Olivier DUSSOPT, Député-Maire ou son représentant,
- ⇒ Madame Antoinette SCHERER, Adjointe Déléguée aux Finances et à l'Administration Générale ou son représentant,
- ⇒ Monsieur Simon PLENET, Adjoint Délégué à l'Environnement et au Développement Durable ou son représentant,
- ⇒ Monsieur Jean-Pierre VALETTE, Adjoint Délégué à l'Urbanisme et au Cadre de Vie ou son représentant,
- ⇒ Madame Muriel BONJOLY, Conseillère Municipale Déléguée au Patrimoine et à la Culture ou son représentant,
- ⇒ Monsieur Daniel MISERY, Conseiller Municipal,
- ⇒ Le Préfet ou son représentant,
- ⇒ Le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ou son représentant,
- ⇒ Le Directeur de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou son représentant,
- ⇒ Monsieur Éric DHENNIN, Architecte et Monsieur François CHOMEL en tant que personnes qualifiées au titre de la protection du patrimoine,
- ⇒ Le Président de l'Association des Commerçants du centre-ville et le représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie en tant que personnes qualifiées au titre des intérêts économiques concernés.

Monsieur le Maire de la Ville d'Annonay assurera la présidence de la commission. Par ailleurs, l'Architecte des Bâtiments de France assistera, avec voix consultative, aux réunions de cette commission.

Conformément à l'article L.642-3 du Code du Patrimoine, la commune doit délibérer sur les objectifs poursuivis et les modalités de concertation prévues à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme. Cette concertation sera effective durant toute la durée de l'élaboration du projet.

Les objectifs poursuivis par ce projet sont de promouvoir dans le respect du développement durable et par le biais de recommandations ou de règles opposables, la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti et non bâti de la ville d'Annonay.

Par ailleurs, les modalités de concertation prévues sont les suivantes :

- ⇒ la publication d'articles dans la presse locale,
- ⇒ la mise à disposition du public de deux registres d'observations : l'un au service accueil de l'urbanisme (Hôtel de Ville), l'autre au Pôle Développement Économique (Siège de la Communauté de Communes du Bassin d'Annonay – Château de la Lombardière),
- ⇒ une réunion publique (les lieux, dates et heures seront communiqués par voie de presse et sur le site internet de la Ville),
- ⇒ une exposition.

A l'issue de cette concertation, il sera rendu compte de celle-ci par délibération du Conseil Municipal.

Le montant de l'opération s'élève à 49 574,20 € TTC pour les tranches fermes du programme : diagnostic et élaboration de l'AVAP.

Les tranches conditionnelles, rédaction du rapport environnemental et assistance à la définition d'une opération façade, s'élèvent à 14 651 TTC €.

50 % du coût de la réalisation de l'AVAP peut être subventionné par la DRAC.

30 % du coût de la réalisation de l'AVAP peut être subventionné par l'ANRU dans le cadre du PNRQAD.

Considérant que l'établissement d'une AVAP présente un intérêt manifeste pour une bonne gestion du patrimoine architectural, urbain et paysager de la commune d'ANNONAY,

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010,
Vu le décret n° 2011-1093 du 19 décembre 2011,
Vu le Code du Patrimoine, en particulier ses articles L.642-1 et suivants,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu l'avis de la Commission Cadre de Vie, Développement Durable & Emploi et Développement Local du 12 septembre 2012,

Vu l'avis de la Commission Finances, Personnel et Administration Générale du 17 Septembre 2012,

Après avoir entendu le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

APPROUVE la mise à l'étude de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

APPROUVE la constitution de la Commission Locale de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine chargée d'assurer le suivi de la conception et de la mise en œuvre des règles applicables à l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

ADOpte les objectifs poursuivis et les modalités de concertation.

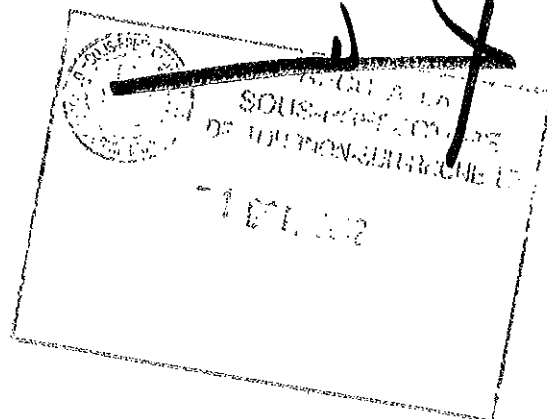
SOLLICITE auprès des institutions et établissements compétents toute subvention nécessaire au financement de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant aux demandes de subvention et au marché.

CHARGE Monsieur le Maire de toutes les démarches utiles à l'exécution de la présente.

Affiché le : 25 septembre 2012

*Pour extrait certifié conforme
Le Maire*



ANNEXE 1 – COLLECTIVITES TERRITORIALES

PLAN DE FINANCEMENT

Département : Ardèche
 Commune : Annonay
 Édifice ou unité de patrimoine : Sans objet

Bénéficiaire de la subvention
 (Nom et adresse) : **Commune d'Annonay**
1 Rue de l'Hôtel de ville
07104 Annonay

Objet de la subvention : Réalisation d'une AVAP

Le montant total défini pour le plan de financement comprend les tranches fermes et conditionnelles du programme Hors Taxe.

Montant prévisionnel de l'opération : 53 700 € HT

Financement	Part HT	%	Cadre réservé à l'administration
État – DRAC Rhône-Alpes	26 850 €	50 %	
Région	0 €		
Département	0 €		
Commune	10 740 €	20%	
Intercommunalité	0 €		
Fonds européen	0 €		
Privé (à préciser)	0 €		
Propriétaire	0 €		
Autres (à préciser) ANRU (PNRQAD)	16 110 €	30 %	
TOTAL	53 700 €	100 %	